

L'élargissement renforce le système transatlantique

Selon Bruce Jackson, l'Américain de la « nouvelle Europe », « l'Europe se complète ».

dimanche 2 mai 2004, par [Patrick Jarreau](#)

Le Monde

Washington de notre correspondant

Parmi les dix pays qui entrent dans l'Union européenne, cinq ont signé, en février 2003, une déclaration de soutien à la politique des Etats-Unis face à l'Irak. Ce sont l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Slovaquie et la Slovénie. Les dirigeants de trois autres nouveaux membres - la Pologne, la Hongrie et la République tchèque - se sont associés, à la même époque, à la position pro-américaine, exprimée par Tony Blair et José Maria Aznar, notamment, dans le *Wall Street Journal*. Ces initiatives ont alors été critiquées par le président Chirac, qui a déclaré que ces pays, en instance d'intégration dans l'UE, avaient « *manqué une bonne occasion de se taire* ».

Un homme a joué un rôle-clé dans l'engagement de l'Europe centrale et orientale au côté des Etats-Unis et de leurs partisans en Europe occidentale : Bruce Jackson. Président du Projet pour les démocraties en transition et du Comité américain pour l'OTAN, M. Jackson est une sorte d'ambassadeur itinérant et officieux du gouvernement Bush auprès de ce que le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, a appelé la « *nouvelle Europe* ».

Ancien militaire, collaborateur de l'administration Reagan au Pentagone, il a ensuite fait carrière dans le secteur privé, à la banque Lehman Brothers, avant de devenir vice-président, chargé de la stratégie et de la prévision, chez l'avionneur Lockheed Martin. A la charnière de la politique de défense et de l'industrie de défense, il a été un infatigable militant de l'élargissement de l'OTAN.

L'entrée de dix nouveaux pays dans l'Union européenne « *est une excellente nouvelle pour les Etats-Unis* », estime M. Jackson. « *L'Europe se complète*, dit-il. *Cela renforce le système transatlantique dans son ensemble et nous permet de regarder vers l'avant. Quelles relations avec l'Ukraine, avec la Moldavie ? Comment consolider la paix dans les Balkans ?* » Pour lui, l'expansion de l'Union européenne et celle de l'OTAN sont « *étroitement liées* » et non pas concurrentes. « *Ce sont des stratégies complémentaires* », affirme-t-il.

« *L'idée que ces pays devraient choisir entre Washington et Paris ne fait rien avancer. C'est politiquement stupide* », assure M. Jackson, quand on l'interroge sur l'opposition entre « *l'ancienne* » et la « *nouvelle* » Europe. Les craintes exprimées par certains conservateurs, qui se demandent si l'intégration européenne ne va pas, inévitablement, dans le sens du « *monde multipolaire* », prôné par M. Chirac, et de la formation d'un contrepoids face aux Etats-Unis, relèvent de la « *géopolitique de tabloïd* », assène M. Jackson. « *Des intellectuels de second ordre écrivent là-dessus, mais la vérité est que l'Europe poursuit le même projet depuis Robert Schuman, dans un monde qui change rapidement* », dit-il.

« *Maintenant, nous parlons des voisins de l'Europe, du Grand Moyen-Orient. Les gens de chez -Javier Solana -le haut représentant pour la politique étrangère de l'Union européenne- passent plus de temps en Afrique du Nord qu'en Europe de l'Est* », observe M. Jackson, qui se félicite du document stratégique préparé par M. Solana, et adopté par le Conseil européen, en décembre 2003. « *Je ne pense pas que les Européens cherchent à être un contrepoids. Il y a des sujets sur lesquels nous sommes complètement*

d'accord. La Biélorussie, par exemple, désastre démocratique et scandale au regard des droits de l'homme. Il y en a d'autres sur lesquels nous avons les mêmes objectifs, mais des discussions tactiques. Les trois »I« , Irak, Iran et Israël : nous pensons tous qu'ils doivent rejoindre le camp de la paix et de la démocratie, mais nous discutons beaucoup des modalités. »

DIVERGENCE SUR LA TURQUIE

Il y a, quand même, un sujet sur lequel M. Jackson, en dépit de son parti pris résolument « constructif », reconnaît une divergence potentielle et clairement « stratégique » : la Turquie. « Les Etats-Unis, dit-il, pensent fortement que si la Turquie remplit les conditions fixées au sommet de Copenhague, elle doit avoir les mêmes chances que les autres d'entrer dans l'UE. Nous considérons que ce pays a une importance stratégique au Moyen-Orient. C'est un Etat musulman laïque. Si l'UE lui ferme sa porte, ce sera un coup sérieux porté à l'Alliance atlantique. Le message envoyé à tous les pays musulmans sera qu'ils n'ont pas leur place dans le premier monde. Pour les Etats-Unis, ce serait le rejet d'une stratégie commune et la manifestation d'un racisme antimusulman. Dans ces conditions, je ne vois pas quelle raison nous aurions de maintenir des dizaines de milliers de soldats en Allemagne. »

L'éminence grise de la « nouvelle Europe » observe, depuis le début de l'année, davantage de consultations, entre Européens et Américains, qu'il n'en avait vues jusque-là. « Peut-être parce que nous nous sommes fait très peur -en 2003- ou parce que nous avons grandi », les discussions, selon lui, vont bon train. « Qui aurait imaginé, demande-t-il, qu'au milieu de la dernière année du premier mandat de George Bush, en juin, nous aurions cette série de sommets essentiellement euro-américains : le 6 juin en Normandie, le G8 à Sea Island, la rencontre UE-Etats-Unis à Dublin et l'OTAN à Istanbul ? » Au lieu du divorce prédit par certains, dès l'entrée du « Texan toxique » à la Maison Blanche, en janvier 2001, on assiste, selon M. Jackson, à la prise de conscience que « la relation transatlantique est à la base de tout ce qui peut arriver dans le monde aujourd'hui ». M. Jackson est si constructif que c'en est suspect.